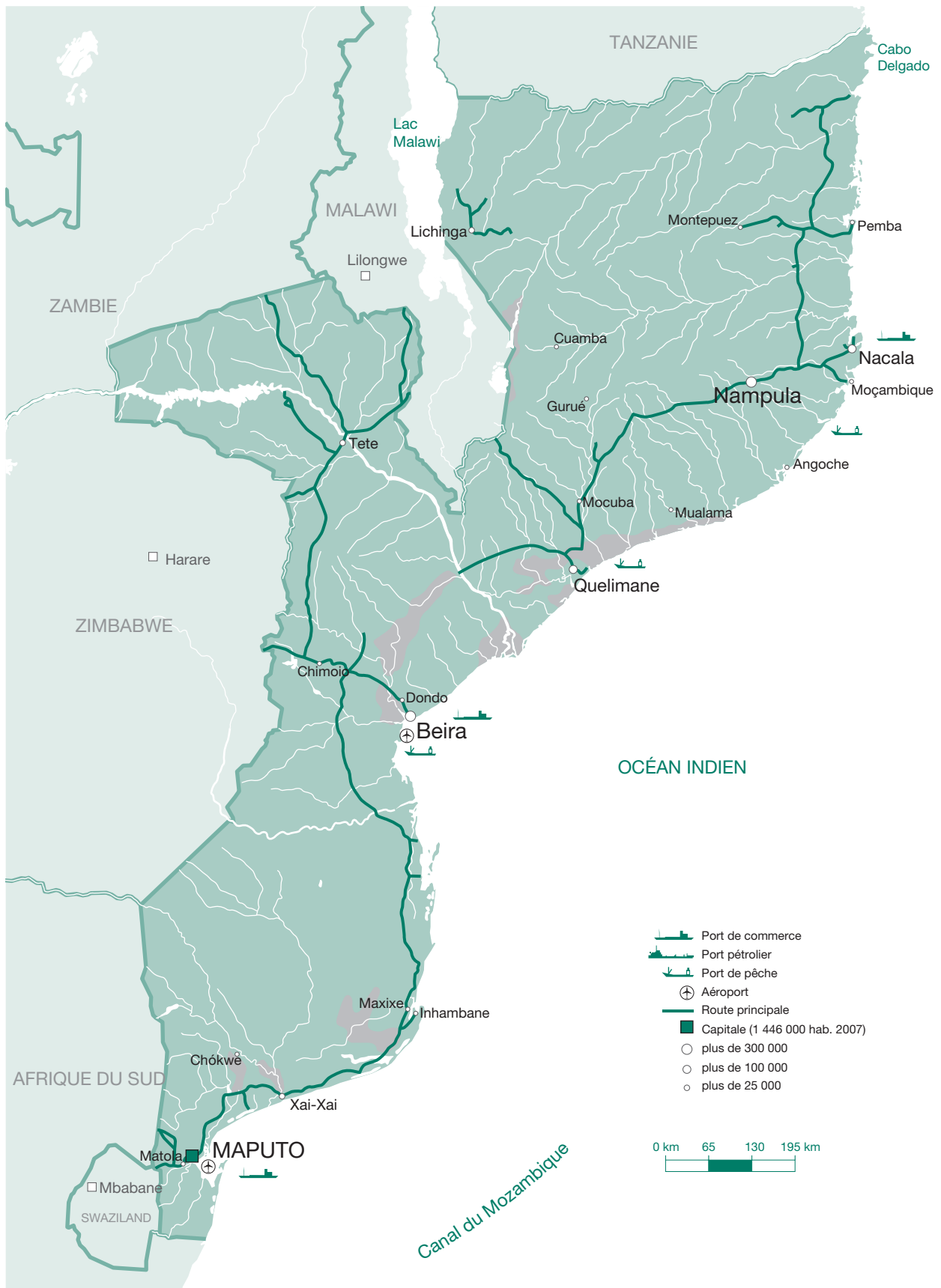


Mozambique
2011





Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Mozambique

Vue d'ensemble

L'économie du Mozambique a confirmé sa bonne santé en 2010, progressant selon les estimations de 8.1 %. En 2009, le pays avait su résister à l'effondrement des cours de l'aluminium, compensé par un afflux massif d'investissements directs étrangers (IDE) dans les projets d'exploitation du charbon. En 2010, il a profité à plein à la fois des IDE et du redressement des prix de l'aluminium. En outre, le charbon extrait sur les sites des mégaprojets de la province de Tete devrait venir conforter les exportations en 2011. On s'attend donc à une progression des exportations, même si la balance des opérations courantes restera structurellement négative du fait de la dépendance du pays à l'égard des importations de produits alimentaires, pétroliers et manufacturés. À moyen terme, la croissance du Mozambique devrait rester soutenue, étayée par les mégaprojets.

Plusieurs facteurs ont attisé l'inflation en 2010, qui a franchi la barre des 10 % : abandon des subventions aux carburants entre mars et août, flambée des cours du pétrole et des denrées alimentaires, dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar (USD) et au rand sud-africain (ZAR), mauvaises récoltes et politique monétaire laxiste. L'inflation devrait repasser sous la barre des 10 % en 2011, grâce aux subventions aux prix des transports urbains et de la farine de blé, à une politique monétaire plus stricte et au renforcement de la stratégie nationale en faveur de la production vivrière. Deux inconnues pourraient cependant venir ternir ces perspectives : la remontée des cours du pétrole et des denrées alimentaires et de mauvaises conditions météorologiques.

Malgré des taux de croissance impressionnants, les émeutes de septembre 2010 et de nouvelles données sur la pauvreté font apparaître le décalage entre les bons résultats macroéconomiques et les difficultés auxquelles la majorité de la population est confrontée. Ces troubles ont obligé les autorités, les donateurs et les organisations internationales à reconsidérer le modèle de croissance du Mozambique. Celui-ci reposait sur des mégaprojets dans les industries extractives financés par les IDE et largement exonérés d'impôts, le développement humain étant quant à lui soutenu par les contributions des donateurs. Le gouvernement a lancé son troisième plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue PARPA III couvrant la période 2010-14. Outre la priorité accordée au développement humain, celui-ci se concentre sur la production et la productivité agricoles ainsi que sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises (PME).

L'ambitieux programme de travaux publics lancé par l'État pour les prochaines années devrait entraîner une aggravation sensible du déficit. Les dépenses d'équipement devraient progresser de plus de 1.5 point de PIB entre 2008 et 2012. L'investissement public, financé par des prêts non concessionnels, privilégiera les projets d'infrastructures impliquant des partenariats public/privé (PPP) le long des couloirs de développement. Ces projets vont absorber toute la marge de manœuvre budgétaire du pays sur la période 2011-13, favorisant dans un premier temps de gros investissements étrangers pour relier les zones d'extraction à la côte. L'emploi dans l'agriculture et les PME devrait profiter des effets de retombée le long des couloirs de développement. Les donateurs continuent à soutenir le développement humain, même si leur contribution budgétaire – qui représentait pratiquement 50 % des recettes en 2010 – va progressivement disparaître.

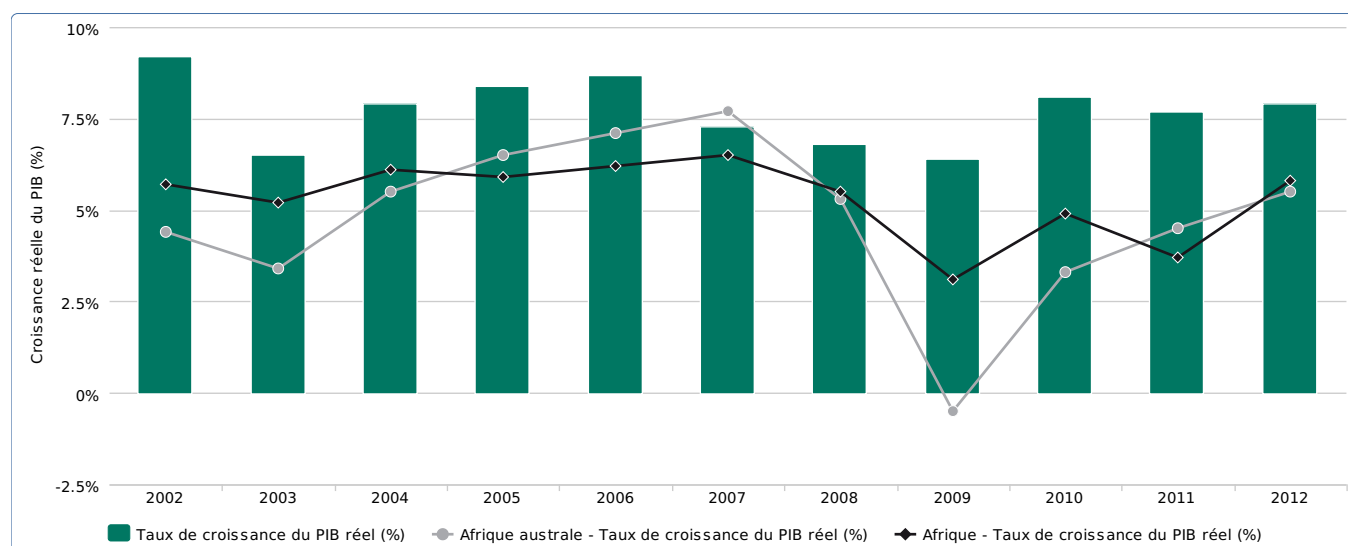
Le nouveau modèle de croissance du Mozambique repose encore largement sur les industries extractives. Deux zones franches industrielles (ZFI) seront créées à Nacala en 2011. Cinq autres sont programmées à l'horizon 2014, ainsi qu'une zone économique spéciale (ZES). Il est encore difficile de savoir si ce modèle aura des retombées positives sur la population, étant donnée l'incapacité du gouvernement à promouvoir le développement d'acteurs nationaux dans le secteur manufacturier et les services à proximité des sites des mégaprojets existants. Le couloir Moatize-Nacala devrait néanmoins avoir un impact important sur l'économie. Les provinces de Nampula et de Zambezia, très peuplées, ont un réel potentiel agricole, et les échanges avec les pays voisins enclavés comme le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe pourraient être mis à profit.

Le Mozambique profite de la diversification de ses partenaires au développement, en particulier la Chine, le Brésil et l'Inde. En privilégiant les infrastructures et l'agriculture, ces partenaires émergents complètent l'action des donateurs traditionnels, principalement axée sur les secteurs sociaux. Pendant la crise économique mondiale, la demande croissante de ces pays pour les ressources naturelles du Mozambique a contribué à soutenir l'économie. Les partenaires émergents financent également divers projets de recherche visant à augmenter la productivité agricole. À ce jour, cependant, les gros investissements dans les infrastructures ont été principalement consacrés au renforcement de la productivité des industries extractives, au lieu de bénéficier à l'économie locale. Le pays devra s'engager de manière plus structurée avec ses partenaires, émergents comme traditionnels, pour ancrer les futurs projets dans le plan de développement national.

Malgré une progression continue du PIB au cours de la dernière décennie, la pauvreté reste généralisée au Mozambique. Si le taux de pauvreté a reculé entre 1997 et 2010, passant de 69.4 à 55 % de la population, la

situation n'évolue plus et les écarts régionaux restent extrêmement marqués. Ces inégalités croissantes pourraient provoquer de nouvelles tensions sociales, surtout si les prix alimentaires ne fléchissent pas et si le gouvernement reste sourd aux attentes des citoyens ordinaires. Malgré l'amélioration des indicateurs de développement au cours de la période récente, la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas atteints, à moins que le gouvernement et les donateurs ne renforcent leur engagement en ce sens au cours des cinq prochaines années. Les défis restent impressionnants, même dans des domaines aussi essentiels que la qualité des services d'éducation et de santé et la lutte contre le VIH/Sida.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412236>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	6.4	8.1	7.7	7.9
Inflation IPC	3.5	12.7	9.2	7.3
Balance budgétaire % PIB	-5.1	-5.4	-6	-5.4
Balance courante % PIB	-10.9	-11.2	-10.3	-11

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414592>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27	29.4
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	1.1	1.5
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	15.4	14.1
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	5.5	4.7
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	3.3	3.1
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	14.8	17.7
dont hôtels et restaurants	1.5	1.6
Transports, entreposages et communications	10.6	10.2
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	10.8	7.5
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	9.5	10.2
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	2	1.6
Autres services	-	-
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415561>

Le taux de croissance du Mozambique a atteint 8.1 % en 2010, porté par la remontée progressive des cours de l'aluminium, l'investissement public et les flux d'IDE. L'économie s'était déjà montrée très résiliente face à la crise économique mondiale de 2009, en dépit d'un plongeon de 37.5 % des prix de l'aluminium, et ce, grâce à un investissement de 600 millions USD dans les mégaprojets du bassin houiller de Moatize qui a représenté à lui seul plus de la moitié des IDE. En 2011/12, les taux de croissance, légèrement inférieurs à ceux de 2010, devraient rester sains, grâce à la consommation privée, à l'investissement public financé par des prêts non concessionnels, à l'investissement privé qui viendra combler les immenses lacunes des infrastructures de transport et d'énergie et au démarrage des exportations de charbon.

L'agriculture est restée le principal moteur de la croissance du PIB en 2010, devant les transports et les communications, le commerce et les services financiers. Les industries manufacturières et le tourisme sont toujours à la traîne.

Le Mozambique tente de diversifier ses exportations agricoles, qui se limitent actuellement aux noix de cajou et au coton. Il cherche aussi à développer les activités de transformation des matières premières. Les mauvaises conditions météorologiques en 2009 et 2010 ont pesé sur la production agricole. La flambée des prix alimentaires en 2008 a conduit le gouvernement à engager le plan d'action pour la production alimentaire 2008-11, qui vise à réduire la dépendance vis-à-vis des importations. Toutefois, ce plan n'a jusqu'à présent eu qu'un impact limité. Son financement coûtera à l'État 1.3 milliard meticaïs mozambicains (MZN) en 2011, auxquels s'ajouteront 2 milliards MZN consacrés à la production alimentaire à l'échelon local. Ce programme s'appuie sur la stratégie de révolution verte sur 15 ans approuvée en 2007, à laquelle les donateurs ont progressivement retiré leur soutien du fait du manque d'avancées.

Le potentiel minier du pays a permis aux IDE de se maintenir malgré la crise mondiale, et le Mozambique devrait devenir le deuxième producteur de charbon du continent derrière l'Afrique du Sud. Le projet houiller de Benga - une coentreprise entre l'australien Riversdale (65 %) et l'indien Tata Steel Limited (35 %) - devrait être achevé au second semestre 2011, pour un coût total de 1 milliard USD. Les réserves sont estimées à 4 milliards de tonnes. Le projet Zambezia, contigu à la mine de Benga, représente quant à lui un investissement de 2 milliards USD et des réserves de 9 milliards de tonnes. Ce projet est devenu en juin 2010 une coentreprise entre Riversdale (60 %) et les chinois Wuhan Iron and Steel Corporation et China Communications Construction Company (qui détiennent à eux deux les 40 % restants). Le gouvernement cherche à acquérir 5 % des projets de Benga et de Zambezia. Par ailleurs, le projet financé par le brésilien Vale à Tete, pour un coût de 1.3 milliard USD, devrait déboucher sur une production annuelle de 8.5 millions de tonnes de charbon de qualité métallurgique et de 2.5 millions de tonnes de charbon thermique. Le charbon n'est pas le seul secteur prometteur : la société américaine Anadarko a ainsi découvert des gisements de pétrole au large de la côte Nord du Mozambique, mais leur exploitation commerciale reste incertaine.

Les projets miniers entraînent des investissements dans les transports et les communications, deux secteurs qui, après l'agriculture, vont continuer à tirer la croissance en 2010-12. La ligne de chemin de fer Moatize-Beira, qui relie la province de Tete au port de Beira, sera opérationnelle en 2011. Les 670 km de voies ont été remis en état par le consortium CCFB pour un coût total de 260 millions USD, dont 110 millions couverts par un prêt de la Banque mondiale. CCFB est une coentreprise entre la société nationale des chemins de fer du Mozambique CFM (Companhia de Ferros de Moçambique) (49 %) et deux entreprises publiques indiennes : RITES (Rail India Technical and Economic Services) (26 %) et IRCON (Indian Railway Construction International) (25 %). La liaison Moatize-Beira, d'une capacité annuelle de 6 millions de tonnes, ne suffira pas pour acheminer le charbon extrait sur les sites des projets de Benga et de Zambezia et dans la mine exploitée par Vale à Moatize. En effet, à son plus haut, la production combinée de ces trois sites pourrait atteindre 50 millions de tonnes. Cette capacité limitée et les prix élevés pratiqués par CCFB incitent les sociétés minières à bâtir des voies ferrées alternatives.

Un appel d'offre a été lancé pour la construction d'un terminal charbonnier d'une capacité de 21 millions de tonnes dans le port de Beira, l'ancienne infrastructure, conçue pour seulement 1.2 million de tonnes, ne pouvant couvrir qu'une fraction de la demande engendrée par les nouveaux projets en 2011. L'Agence japonaise de coopération internationale finance par ailleurs des travaux de modernisation du port.

La réfection de l'aéroport de Nacala, pour un coût de 120 millions USD, a démarré en 2011, grâce à une ligne de crédit non concessionnelle de 80 millions USD ouverte par le Brésil. Cet aéroport jouera un rôle de premier plan dans la ZES de Nacala, qui a coûté 1.5 milliard USD. Les couloirs reliant les ports de Beira et de Maputo au Zimbabwe sont en cours de finalisation, avec la réhabilitation des routes entre Beira et Inchope (120 km) et entre Gaza et Maputo (170 km). Ils permettront de rapprocher des régions présentant un potentiel touristique et agricole.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de croissance du pays, le gouvernement promeut également des PPP pour améliorer les transports dans les couloirs de développement. Une liaison ferroviaire entre Moatize et Nacala ainsi qu'une extension du port de Nacala sont prévues, pour un coût estimé à 2 milliards USD.

L'énergie et l'eau auront contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0.5 % par an entre 2009 et 2012. L'électrification des zones rurales progresse, grâce à une ligne de crédit de 25 millions USD ouverte par l'Inde. La construction du barrage de Mpanda Nkuwa, pour un montant de 1.8 milliard USD, a démarré et l'extension du barrage hydroélectrique de Cahora Bassa (413 millions USD) est en cours. Par ailleurs, en 2011, le Portugal devrait céder au Mozambique la part de 15 % qu'il détient encore dans ce dernier pour un montant estimé à 140 millions USD. La ligne de transport d'électricité entre le barrage de Cahora Bassa et Maputo, en construction, devrait réduire la dépendance du pays à l'égard du courant réimporté d'Afrique du Sud.

L'industrie manufacturière reste largement associée aux mégaprojets, à l'instar de l'usine d'aluminium de Mozal et du site d'extraction de sables lourds de Moma. Mais la plupart des entreprises nationales ont du mal à tenir les objectifs de production et les ZFI sont dominées par des sociétés étrangères. Le gouvernement est en train de créer deux ZFI dans la ZES de Nacala, la première devant être opérationnelle au premier trimestre 2011. Cinq nouvelles ZFI et une autre ZES seront constituées avant 2014 dans des zones qui seront choisies en fonction des *desiderata* des investisseurs étrangers.

Le tourisme reste dominé par les investisseurs sud-africains, portugais et américains. Le projet Arco Norte dans les provinces de Nampula, Cabo Delgado et Niassa ainsi que le projet Ancora dans les provinces de Nampula et Inhambane devraient donner un coup de fouet à ce secteur, qui est stimulé à la fois par la demande internationale et intérieure.

L'investissement privé a continué de soutenir la croissance, avec une augmentation de 66.3 % en 2010, qui fait suite à une progression de 109 % en 2009. Les IDE dans les mégaprojets, en particulier les mines de charbon de la province de Tete, expliquent l'essentiel de cette évolution. De son côté, le programme d'investissement public a grimpé de 23.9 %. Après un repli de 14.9 % en 2009, les exportations se sont ressaisies grâce au redressement des cours de l'aluminium et affichent une augmentation de 24.6 % en 2010. La consommation publique devrait continuer à croître sur la période 2010-12, mais à un rythme moins soutenu, en conséquence de la révision des salaires en fonction des compétences et des performances. En 2011 et 2012, les principaux moteurs de la croissance seront la consommation privée, l'investissement public dans les infrastructures (financé par des prêts non concessionnels) et les exportations de charbon. Le taux de croissance annuel de l'investissement privé devrait repasser sous la barre des 20 % en 2011 et 2012. Deux inconnues risquent de brouiller ces perspectives, en attisant l'inflation : la remontée des cours du pétrole et des produits alimentaires et de mauvaises conditions météorologiques.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	29.6	14.8	18.1	13.6	14.7	2.8	2.3	2.6
Publique	12.1	9.3	20	14	14	1.9	1.5	1.6
Privée	17.5	5.5	15	13	16	0.9	0.8	1
Consommation finale	100.5	93.9	4.8	4.3	7.4	4.2	3.6	6
Publique	12.3	14	5.6	4.3	4.4	0.6	0.4	0.4
Privée	88.2	80	4.7	4.3	7.8	3.6	3.2	5.6
Secteur externe	-30.1	-8.8	-	-	-	1.1	1.8	-0.8
Exportations	24.9	26	4.8	10.1	5.6	1.6	3.2	1.8
Importations	-55.1	-34.8	1.5	4.4	8	-0.5	-1.5	-2.6
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	8.1	7.7	7.9

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Politique budgétaire

Après une année de politique expansionniste, le déficit budgétaire du Mozambique a augmenté légèrement à 5.4 % du PIB en 2010, malgré une diminution de la masse salariale. Il devrait se creuser au cours des prochaines années, du fait de l'ambitieux programme de travaux publics lancé par l'État. Les dépenses d'équipement devraient progresser de plus de 1.5 point de PIB entre 2008 et 2012.

Les émeutes de septembre 2010 et l'enquête *Inquérito do Orçamento Familiar 2008/09* ont révélé l'incapacité du gouvernement et des donateurs à améliorer les conditions de vie de la population. Ce constat a suscité de nombreux débats jusqu'à la publication, tardive, du plan *PARPA III* pour la période 2010-14 en mars 2011. Ce texte énonce les nouvelles priorités des pouvoirs publics : il s'agit, au-delà du développement des ressources humaines inscrit dans le précédent plan (*PARPA II*), de doper la production et la productivité agricoles et de créer des emplois dans les PME.

Pour réaliser les objectifs du plan *PARPA III*, les pouvoirs publics cherchent à renforcer les infrastructures le long des couloirs de développement par le biais de PPP. Les investissements publics dans les infrastructures sur la période 2011-13 seront financés par des prêts non concessionnels représentant chaque année l'équivalent de 2.5 % du PIB. Le gouvernement ne fera appel au financement intérieur qu'en dernier ressort afin d'éviter de freiner l'accès au crédit.

En 2010, les gains d'efficacité au niveau des recettes fiscales sont principalement dus à une meilleure collecte des droits de douane. En 2011, le gouvernement s'efforcera d'obtenir des gains d'efficacité de même niveau en introduisant un système de taxation électronique et un guichet unique. Malgré une révision de la législation concernant les secteurs minier et pétrolier en 2007 et l'introduction d'une nouvelle réglementation en 2008, les investisseurs étrangers continuent de bénéficier de dispositions fiscales plus avantageuses que les opérateurs nationaux. La production de charbon des mégaprojets, censée démarrer en 2011, ne se traduira donc pas à court terme par une augmentation des recettes de l'État.

La fonderie d'aluminium de Mozal, l'exploitation gazière du sud-africain Sasol, le projet houiller du brésilien Vale et le projet d'exploitation des sables lourds de Moma de l'irlandais Kenmare Resources bénéficient d'importantes exonérations d'impôts. Toutefois, les sociétés de services installées dans la ZFI à proximité de Mozal seront imposées en 2011, après dix ans d'exemption. Le gouvernement n'est pas prêt à renégocier ces dispositions fiscales dans la mesure où sa stratégie de croissance repose sur les flux d'IDE dans les infrastructures et les mégaprojets.

Le groupe des 19 donateurs (G19) du pays continuera à financer les dépenses d'éducation et de santé prévues dans le plan *PARPA III* malgré une absence de consensus sur le modèle de croissance optimal pour le Mozambique. Le soutien budgétaire a été gelé au début de 2010 à la suite des élections controversées d'octobre 2009. Pour renforcer la redevabilité de l'État, les donateurs ont proposé d'intégrer une matrice politique dans les objectifs du gouvernement. Bien qu'il ait fallu attendre les émeutes de septembre 2010, celui-ci a fini par accepter, et l'appui budgétaire des donateurs a repris. Le budget 2011 table sur une diminution des décaissements de l'aide à un taux de 3.6 points de PIB par an sur la période 2011-13, alors qu'ils représentaient 10.7 % du PIB en 2010. Les donateurs finançaient toujours 47.8 % du budget de l'État en 2010.

En termes de transferts, les subventions aux carburants introduites dans le sillage des élections de 2009 ont été progressivement supprimées à partir de mars 2010. Les émeutes de septembre 2010 ont conduit les autorités à les remplacer par des subventions ciblées aux prix des transports urbains et de la farine de blé, pour un coût de 488 millions MZN. Pour compenser, les dépenses courantes de l'État consacrées aux salaires ont été réduites de 1.1 point de PIB. Ces subventions seront maintenues en 2011 et coûteront 1.2 milliard MZN. Si l'objectif à court terme des autorités est de juguler le déficit, leur visée à plus long terme consiste à financer les infrastructures par des prêts non concessionnels à partir de 2013, si tant est que les versements préliminaires sur la période 2011-13 sont correctement gérés.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	22.1	25	25.3	27	26.6	26.8	26.5
Recettes fiscales	10.7	14.1	15.4	15.4	15.6	15.7	15.7
Recettes pétrolières	0	0	0	0	0	0	0
Dons	10	9	9.4	9.4	8.8	8.9	8.7
Autres revenus	1.4	1.8	0.5	2.2	2.2	2.1	2.1
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	29.1	27.3	28	32	32	32.7	31.9
Dépenses courantes	13.5	15.3	15.7	17.2	16.1	15.9	15
Sans les intérêts	12.3	14.7	15.1	16.7	15.6	15	14.4
Salaires	6.2	7.7	8	8.8	7.7	7.1	6.8
Biens et services	2.8	3.2	3.3	3.4	3.4	3.4	3.2
Intérêts	1.3	0.6	0.5	0.5	0.5	0.9	0.7
Dépenses en capital	12.1	11.2	11.5	13.2	14.6	15.5	15.8
Solde primaire	-5.7	-1.8	-2.1	-4.5	-4.9	-5.1	-4.8
Solde global	-7	-2.4	-2.7	-5.1	-5.4	-6	-5.4

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417499>

Politique monétaire

L'inflation a connu une accélération en 2010 et franchi la barre des 10 %, attisée par l'augmentation des prix alimentaires et du pétrole et par la suppression progressive des subventions aux carburants entre mars et août 2010. Par ailleurs, le metical s'est déprécié de plus de 30 % en termes nominaux par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux du pays entre janvier et juillet 2010, signe d'un redressement du dollar américain et d'un renforcement du rand sud-africain. La suspension du soutien budgétaire des donateurs jusqu'en septembre 2010 a elle aussi contribué à la dépréciation du metical au premier semestre. Celle-ci n'a eu qu'un impact limité sur les exportations, du fait de contraintes au niveau de l'offre, mais le renchérissement des importations a pénalisé les secteurs dépendant des produits étrangers, au premier rang desquels le bâtiment et les travaux publics (BTP).

L'approvisionnement en fruits et légumes a lui aussi été lourdement frappé par une mauvaise campagne agricole, et une concentration inhabituelle d'importations de carburants en juillet et août 2010 a contribué à l'augmentation des prix. Les tarifs de l'eau ont pris 20 % sur les cinq premiers mois de l'année 2010. En septembre, ils ont connu une nouvelle augmentation, ceux de l'électricité augmentant quant à eux de 7.5 %. Enfin, le relâchement de la politique monétaire décidé pour contrer la crise mondiale a entraîné un bond de 56 % du crédit, l'économie entrant en surchauffe dès juin 2010.

Face à l'accélération de l'inflation et à la dépréciation du metical, la Banque centrale (Banco de Moçambique - BM) a relevé les taux d'intérêt sur la facilité permanente de prêt, de 12.5 % en avril 2010 à 16.5 % en février 2011, et sur la facilité permanente de dépôt, de 3 % fin 2009 à 5 % en février 2011. La BM a aussi augmenté le niveau des réserves obligatoires des banques, de 8 % fin 2009 à 9 % en février 2011. Pour les clients des banques commerciales, ces mesures restrictives se sont traduites par une remontée des taux d'intérêt et un raccourcissement des durées de prêt : en 2010, le taux d'intérêt annuel moyen des crédits bancaires était de 21.26 %.

L'intervention de la BM sur le marché interbancaire, avec la vente de 70.3 millions USD de devises en novembre, contre seulement 50.5 millions USD en octobre, a entraîné une appréciation du metical dans la dernière partie de l'année 2010. Parallèlement, l'institution a émis en novembre des bons du Trésor sur le marché monétaire interbancaire pour une valeur de 52.8 millions MZN. Ces mesures ont facilité l'accès aux devises pour financer les importations, de carburants en particulier.

En 2011, le gouvernement table sur un ralentissement de l'inflation, à moins de 10 %, grâce à une reprise de la production vivrière, à la stabilisation des cours des matières premières et à l'extension des subventions aux prix des transports urbains et de la farine de blé. La situation devrait aussi se stabiliser sur le front du taux de change en 2011/12 sous l'effet d'une politique monétaire restrictive et d'une nouvelle réglementation. Cette dernière, qui a été approuvée en 2010 et entrera en vigueur en 2012, prévoit que les exportateurs devront convertir au moins la moitié du fruit de leurs ventes en meticais dans un délai de 50 jours après la conclusion d'une transaction. Pour autant, l'augmentation durable de la masse monétaire nationale au-delà de la capacité productive de l'économie risque fort d'hypothéquer les perspectives en matière d'inflation et de taux de change.

Position extérieure

Le déficit de la balance courante s'est légèrement aggravé en 2010, à 11.2 % du PIB, malgré l'amélioration de la balance commerciale, du fait d'un renchérissement des importations de produits alimentaires et pétroliers (+5.7 %) et d'une réduction du revenu des facteurs. Le prix moyen des principales importations a flambé, notamment celui du maïs (+41 %), du blé (+35.9 %) et du pétrole (+14.2 %), après une période de déflation en 2009.

Les exportations se sont redressées de 27.2 %, après un recul en 2009 principalement lié à une chute des cours de l'aluminium. Cette reprise a été étayée par l'embellie progressive du secteur de l'aluminium, qui a connu une augmentation des prix de 14.8 % en 2010. Toutefois, l'amélioration des exportations non liées aux mégaprojets est restée faible en termes agrégés, en dépit du redressement des cours du coton (+89.5 %) et du sucre (+16.1 %). En 2010, les mégaprojets ont représenté 75 % des exportations et 20 % des importations.

Les exportations devraient continuer leur progression en 2011, dopées par une augmentation attendue de 10.4 % des prix de l'aluminium et par les mégaprojets houillers. La flambée des indices de prix alimentaires et pétroliers devrait alourdir la facture des importations. Malgré tout, la balance courante restera structurellement négative en 2012 et les années suivantes, du fait de la dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires, de pétrole et de produits manufacturés.

Après avoir augmenté pour atteindre 16 % du PIB en 2009, les flux d'aide devraient progressivement diminuer sur la période 2010-15. L'aide projet devrait rester stable, à 7.8 % du PIB, mais le soutien budgétaire est appelé à décliner, après avoir atteint 9 % du PIB en 2010, certains donateurs ayant décidé de se retirer après les élections controversées de 2009.

En dépit de la récession mondiale, les flux nets d'IDE ont augmenté, passant de 587 millions USD en 2008 à 878 millions en 2009 et 917 millions en 2010 (un chiffre proche des 895.2 millions USD de dons étrangers reçus en 2010). Cela tient avant tout aux mégaprojets houillers. Le gouvernement va pratiquement doubler ses emprunts nets non concessionnels à l'étranger, même s'il ne franchit pas le plafond annuel de 900 millions USD sur la période 2011-14 par rapport à 2008/09, afin de financer de lourds investissements d'infrastructure réalisés dans le cadre d'accords de PPP. Si le ratio service de la dette/exportations reste bien inférieur au seuil de 20 %, la valeur actuelle de la dette par rapport au PIB pourrait franchir le plafond de 40 % fixé par le Fonds monétaire international (FMI) dans le cas d'un choc brutal à l'horizon 2011-20.

À la suite du 30^e sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) en août 2010, le lancement de l'union douanière au sein de cette zone, prévu au départ pour 2010, a été reporté à 2012 afin d'approfondir l'étude des effets d'une telle réforme sur les États membres. Les pays de la CDAA ont malgré tout réaffirmé leur volonté de créer une union monétaire en 2016. En 2010, le Mozambique a poursuivi le démantèlement de ses barrières douanières, tarifaires et non tarifaires, et l'harmonisation de ses politiques commerciales avec celles de la zone de libre-échange de la CDAA, effective depuis août 2008.

En mars 2010, l'Union européenne (UE) et la CDAA ont entamé des discussions autour d'un accord de partenariat économique (APE). Comme le Botswana, le Lesotho et le Swaziland, le Mozambique a été invité à achever les procédures internes permettant l'entrée en vigueur de l'accord provisoire conclu en juin 2009. Cependant, ces quatre pays se sont engagés à ne pas mettre en œuvre l'APE provisoire tant que l'UE n'aura pas apporté de réponse aux griefs de l'Afrique du Sud, de l'Angola et de la Namibie. Avec l'APE, le Mozambique bénéficierait d'un meilleur accès aux marchés de l'UE au titre de l'Accord de Cotonou de 2001. Mais il serait aussi tenu à des engagements juridiquement contraignants vis-à-vis d'importations en provenance de l'UE.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

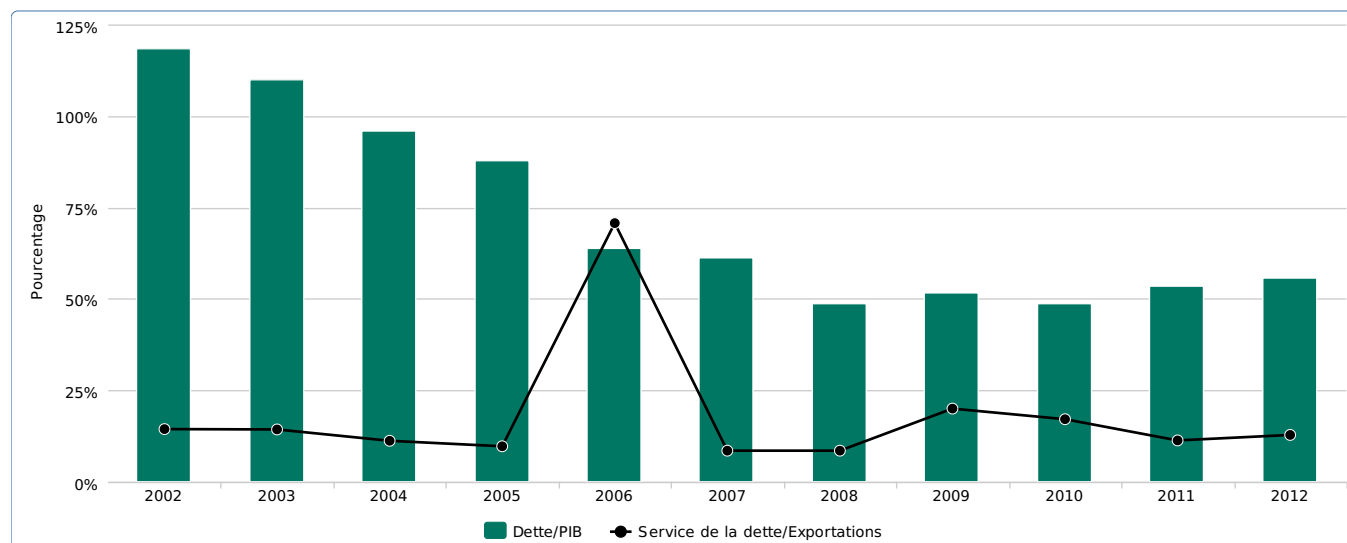
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-17.4	-8.4	-11.6	-13	-8.4	-6.8	-7
Exportations de biens (f.o.b.)	19.3	29.8	26.7	21.9	28.3	30	28.5
Importations de biens (f.o.b.)	36.7	38.2	38.3	35	36.7	36.8	35.5
Services	-5.7	-4.9	-4.1	-4.7	-5.1	-4.5	-4.4
Revenu des facteurs	-4.1	-9.2	-8.5	-1	-4.7	-6.5	-6
Transferts courants	3.6	6.4	7.8	7.8	7.1	7.4	6.5
Solde des comptes courants	-23.6	-16.1	-16.4	-10.9	-11.2	-10.3	-11

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418468>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412236>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

L'environnement des affaires continue de s'améliorer, comme en témoigne le classement du Mozambique dans l'édition 2011 de l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale : occupant la 126^e position sur 183 pays, le pays gagne quatre places en un an. En 2010, le pays a introduit des réformes facilitant la création et la fermeture d'une entreprise ainsi que le transfert de propriété. Une procédure simplifiée a ramené le délai d'immatriculation d'une entreprise à 13 jours, contre une moyenne de 45.2 jours en Afrique subsaharienne. Toutefois, le coût élevé du capital, avec des taux d'intérêt nominaux et réels supérieurs à ceux des pays voisins, reste problématique. D'autres réformes devront être engagées pour réduire les coûts de transaction et accélérer la réforme foncière en cours, les titres de propriété ne pouvant toujours pas servir de garantie pour l'obtention d'un prêt.

Des obstacles structurels freinent l'industrialisation de l'économie. La compétitivité des PME locales est faible par rapport à celles des pays voisins de même niveau de développement, du fait du coût élevé des services publics, pourtant médiocres (notamment ceux de l'énergie et des transports), du manque de qualification des ressources humaines et de l'inadéquation des financements.

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre ses efforts de renforcement du secteur financier national en mettant en œuvre les recommandations du programme d'évaluation du secteur financier (PESF) du FMI. Ces mesures prévoient une meilleure gestion du risque, la garantie des dépôts et une supervision renforcée de l'activité des banques commerciales. Elles visent à améliorer la qualité des portefeuilles de prêts, qui seront soumis périodiquement à des tests de résistance. À l'heure actuelle, le système financier du pays est incapable de financer de gros projets à longue échéance, en particulier dans les infrastructures.

Le secteur bancaire est fortement concentré, plus de 90 % du total des avoirs financiers étant répartis dans onze banques commerciales privées détenues par des intérêts étrangers. La microfinance, relativement limitée, est elle aussi extrêmement concentrée. Les banques commerciales s'efforcent de développer leurs services en milieu rural, mais la médiocrité des infrastructures ralentit le passage à une économie bancarisée. De fait, la part du crédit privé dans le PIB reste faible, inférieure à la moyenne subsaharienne. Plus de la moitié des 128 districts du Mozambique n'ont toujours pas d'agence bancaire, la plupart des succursales créées étant destinées aux nouveaux projets d'investissement dans les zones rurales. Les habitants des zones rurales et périurbaines ne détiennent ensemble qu'un peu plus de 20 % des comptes d'épargne alors qu'ils sont largement majoritaires dans la population.

La place boursière locale, en activité depuis la fin des années 90, n'est pas parvenue à s'imposer comme une institution financière moderne et transparente qui permettrait au Mozambique de financer de grands projets d'investissement nationaux. Les élites politiques ayant tout intérêt à entretenir cette inefficacité et à garder la main sur l'information, les prix ne reflètent pas immédiatement les informations sur le marché.

Le secteur financier non bancaire reste modeste et relativement déconnecté du système bancaire. Le secteur des pensions repose principalement sur le système par répartition géré par l'État.

Autres développements récents

La seconde étape de la réforme du service public sera finalisée en 2011. Il s'agit d'améliorer l'image de l'administration en introduisant des critères de mérite, d'intégrité et de qualité. Le processus de décentralisation sera renforcé un nouveau plan gouvernemental couvrant la période 2010-15 qui prévoit que les districts pourront gérer leurs budgets et allouer les fonds par le biais du système intégré de gestion financière. Seuls 13.6 % des fonctionnaires travaillent dans les organismes centraux.

Le gouvernement pousse à la création de ZES et de ZFI afin de diversifier les IDE et de constituer des pôles de croissance locaux. À ce jour, pourtant, les ZES n'ont pas tenu leurs promesses, l'économie locale manquant des compétences et des capacités requises pour exploiter les nouvelles opportunités commerciales ainsi créées.

En 2010, le secteur de l'énergie a absorbé l'essentiel des investissements publics, qui se sont concentrés dans la nouvelle centrale hydroélectrique de la province de Tete, pour un montant de 1.9 milliard USD. Les services et l'agriculture sont eux aussi de grands bénéficiaires de l'investissement public. Bien qu'elle attire une part moindre des investissements privés totaux, l'agriculture est à l'origine de la majorité des créations d'emplois. En 2010, la plupart des investisseurs privés étaient sud-africains, européens et chinois. Les principaux projets agricoles concernent la production d'huiles végétales et les usines de transformation de biocarburants.

Soucieuses de s'assurer que les gros projets d'investissement créeront de la richesse et des emplois en créant des passerelles avec l'économie locale, les autorités ont promulgué une nouvelle législation en matière de

passation de marchés qui stipule qu'au moins 20 % de chaque projet doivent être dépensés en produits et services nationaux et que tout projet impliquant plus de 100 employés ne doit pas comporter plus de 5 % de main-d'œuvre étrangère. Les projets financés par l'aide publique au développement (APD) ne sont pas soumis à ces dispositions.

Tant que Mozambique Telecom conservera son monopole sur la téléphonie fixe et les infrastructures haut débit, les prix des télécommunications ne devraient pas baisser. Le marché de la téléphonie mobile est plus ouvert, avec deux opérateurs, mCel et Vodacom Mozambique. En 2010, un consortium vietnamien a obtenu une licence qui lui permettra de devenir le troisième opérateur mobile. Il prévoit d'investir 465 millions USD au cours des cinq prochaines années.

Le câble de fibre optique sous-marin SEACOM et la liaison alternative est-africaine EASSy (East African Submarine System), accessibles par le biais d'un point d'atterrissage situé à Maputo, devraient progressivement entraîner une réduction du coût des services Internet dans la capitale, sans pour autant résoudre les problèmes de connexion des zones rurales. À cet effet, le gouvernement lancera un appel d'offre en 2011 pour l'installation d'un nouveau réseau de fibre optique visant à connecter les hôpitaux, les écoles et les bâtiments officiels du pays. Pour promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'État cherche à étendre la couverture des installations publiques offrant un accès gratuit à Internet et à des services TIC à l'ensemble du territoire, et non plus à seulement 50 districts.

En 2009, les autorités ont validé une stratégie de long terme visant à mettre en place un système de transport intégré qui devrait faciliter les investissements, accroître la compétitivité et stimuler l'intégration régionale. Cette stratégie tient compte des trois corridors de développement de la Banque mondiale à Maputo, Nacala et Tete. Elle cherche à réduire les coûts de transaction, faciliter le transport intermodal de marchandises et promouvoir le tourisme. Le transport maritime côtier profitera de la remise à niveau de toutes les infrastructures portuaires. Un nouvel aéroport international sera construit à Pemba pour développer le tourisme tandis que les quatre autres aéroports du pays seront modernisés pour devenir des pôles régionaux.

La plupart des améliorations des transports ferroviaires sont financées par des partenaires privés possédant des intérêts dans l'extraction du charbon. La CFM a remis en état le matériel roulant pour amener le charbon sud-africain jusqu'aux marchés internationaux via le port de Matola. La voie ferrée de Sena, qui a été achevée, devrait augmenter les capacités de transport de marchandises de 6 millions de tonnes par an. D'autres travaux de modernisation des moyens de transport actuels seront indispensables pour faire face à une demande croissante, qui devrait atteindre 100 millions de tonnes d'ici 2025.

L'accès à l'électricité s'est amélioré mais reste faible : 17 % de la population étaient raccordés en 2009, contre 14 % en 2005. À elle seule, la fonderie d'aluminium de Mozal consomme 900 mégawatts (MW), soit plus de 70 % de la production totale de la centrale hydroélectrique de Cahora Bassa. Les donateurs internationaux fourniront 530 millions USD pour des projets de production d'électricité à court et moyen termes. À compter de 2013, la centrale de Benga devrait produire entre 500 et 600 MW, ses capacités devant ultérieurement être portées à 2 000 MW. Ces investissements restent bien inférieurs aux niveaux requis pour couvrir les besoins énergétiques actuels.

Le gouvernement a prévu de doper la productivité agricole afin de stimuler la croissance économique et de lutter contre la pauvreté. Depuis dix ans, si le PIB par habitant a augmenté, la production agricole par habitant a reculé. L'agriculture n'absorbe que 10 % des investissements privés, dont 90 % vont à des cultures d'exportation. Les dispositions gouvernementales qui, depuis 2007, ont alloué 400 millions USD à la production de maïs, de riz, de blé, de soja, de patate douce et de manioc, n'ont pas encore permis de résoudre les problèmes de faible productivité, d'insécurité alimentaire et de volatilité des prix. Les capacités d'entreposage et les infrastructures de transport sont insuffisantes pour distribuer correctement les produits alimentaires dans tout le pays.

À la suite du sommet de Cancún, en août 2010, le Mozambique a renforcé sa stratégie d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de l'impact de celui-ci sur le cycle de production agricole. L'érosion côtière, les cyclones et les inondations frappent durement la plupart des grandes villes du pays, toutes situées sur le littoral. Le pays consacre environ 1.6 % de son budget au changement climatique, soit moins que la recommandation des Nations Unies, qui préconisent une part de 2.5 %.

Partenaires économiques émergents

Le Mozambique dépend lourdement de ses partenaires extérieurs pour assurer les services publics essentiels et développer les infrastructures de base. Alors que les donateurs traditionnels privilégient les secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, les partenaires émergents tendent à se consacrer à l'agriculture et aux projets d'infrastructure. Les données relatives à cette coopération et à ces investissements bilatéraux naissants ne proviennent pas des canaux d'information classiques. Elles restent parcellaires et extrêmement peu fiables, notamment pour tout ce qui concerne la Chine.

Les trois principaux partenaires émergents du Mozambique sont la Chine, le Brésil et l'Inde, même si d'autres pays sont de plus en plus actifs. Le Vietnam a ainsi acquis la troisième licence de téléphonie mobile et promeut la recherche agronomique. L'Arabie saoudite prévoit pour sa part d'investir 100 millions USD dans un complexe touristique de luxe. Les secteurs qui intéressent les agents privés sont à peu près les mêmes pour les partenaires traditionnels et émergents : les industries extractives et le BTP attirent toutes les convoitises. La Chine investit beaucoup dans les bois durs tropicaux et les pêcheries, alors que les conglomérats brésiliens et indiens parient sur l'extraction du charbon. L'UE (principalement les pays du Benelux et l'Italie) capte déjà l'essentiel de la production d'aluminium.

La présence de la Chine au Mozambique remonte à la lutte pour l'indépendance. Au cours de la dernière décennie, la Chine a renforcé sa coopération bilatérale dans les travaux publics d'envergure, notamment dans les secteurs des transports, de l'eau et de l'assainissement. Elle soutient également les efforts du gouvernement visant à doper la productivité agricole par le biais de centres de recherche expérimentale qui travaillent à l'augmentation des rendements de riz. Le gouvernement mozambicain s'efforce désormais d'inciter les investisseurs privés chinois, déjà très présents dans l'industrie forestière, à s'impliquer davantage dans l'économie du pays et, en particulier, dans le secteur de l'énergie. En 2011, des entreprises chinoises vont construire une chaîne de montage automobile et une cimenterie. Les flux commerciaux de la Chine vers le Mozambique ont été multipliés par huit en dix ans, tandis que les exportations du Mozambique vers la Chine ont pratiquement doublé sur la même période. Selon les estimations, le commerce bilatéral (produits agricoles, produits de la pêche et biens manufacturés essentiellement) aurait atteint 270 millions USD en 2010.

Le Brésil privilégie le renforcement des capacités et l'échange des meilleures pratiques afin d'aider le Mozambique à améliorer ses indicateurs sociaux et sa sécurité alimentaire. Les opérateurs privés brésiliens sont très actifs dans l'industrie du charbon et les travaux d'infrastructure connexes, mais jusqu'ici, les échanges commerciaux entre les deux pays restent limités. Les relations diplomatiques se sont resserrées, notamment lors de la visite du président Lula, en novembre 2010, pour l'inauguration d'une usine produisant des médicaments antirétroviraux. Le Brésil tend à participer à une coopération triangulaire autour de projets de recherche pour doper la productivité agricole, en particulier avec l'Afrique du Sud et le Japon. Il s'implique aussi beaucoup dans l'éducation, notamment la formation technique et professionnelle, le renforcement des capacités de l'administration et les systèmes de bourses d'études. À la demande des autorités, il prévoit d'apporter une assistance technique pour renforcer le secteur manufacturier. Les deux pays présentent des similitudes, aussi bien dans la structure de leurs sols qu'au niveau des problèmes de développement auxquels ils sont confrontés, de sorte qu'ils devraient être amenés à collaborer plus intensément à l'avenir.

Pour l'Inde, la priorité dans les prochaines années consistera à conforter son approvisionnement en charbon depuis l'Afrique australe, et donc le Mozambique, où elle a déjà acquis deux mines. Le secteur privé indien participe aussi à la construction de centres de formation pour la main-d'œuvre locale et d'une centrale thermique qui devrait alimenter en électricité le projet d'extraction de Benga et la région de Tete. Avec des partenaires brésiliens, des entreprises indiennes vont s'engager dans la construction d'infrastructures liées au transport du charbon, notamment la ligne de chemin de fer entre Tete et Beira. Par ailleurs, l'Inde maintient sa ligne de crédit concessionnel de 140 millions USD, avant tout pour des projets d'électrification des zones rurales et de gestion de l'eau.

Partenaires traditionnels et partenaires émergents ne pratiquent pas le même mode de relations avec le gouvernement du Mozambique. Les partenaires occidentaux ont tendance à insister sur la gouvernance, la sécurité et les indicateurs sociaux, tout en s'efforçant d'harmoniser leurs actions au travers du G19, chacun apportant un soutien budgétaire général. À l'inverse, les partenaires émergents privilégient les infrastructures et le commerce. À l'exception du Brésil, leur coopération et leurs investissements sont souvent liés à leurs entreprises nationales. Le Brésil et l'Inde tendent à travailler avec des partenaires locaux, à embaucher du personnel sur place et à pratiquer des transferts de technologie.

L'engagement du Mozambique avec des partenaires émergents sert d'instrument politique pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des donateurs occidentaux – et son obligation de leur rendre des comptes – puisqu'à ce jour, ces derniers financent 47.8 % du budget de l'État. Les flux d'APD des donateurs traditionnels sont devenus plus erratiques, du fait des pressions budgétaires qu'ils subissent et des conditions de plus en plus

strictes qu'ils imposent en termes de gouvernance. Suivant en cela l'exemple de l'Angola, le Mozambique cherche à s'imposer davantage dans ses relations avec les donneurs à mesure que les recettes tirées des industries extractives augmentent.

Pour l'instant, le gouvernement est très satisfait des projets mis en œuvre avec les partenaires émergents et cherche à augmenter leur implication par le biais de projets financés par des prêts non concessionnels. L'émergence de nouveaux acteurs a accru le pouvoir de négociation du pays, comme en témoigne l'amélioration des conditions fixées dans les contrats d'extraction du charbon. Le secteur agricole, négligé par les partenaires traditionnels du Mozambique qui mettent l'accent sur l'éducation et la santé, bénéficie également d'une attention accrue. Pourtant, l'implication croissante de ces nouveaux partenaires n'a pas que des bons côtés. En 2010, un conflit entre les cadres chinois et les travailleurs du cru concernant les conditions de travail s'est conclu par la mort de deux Africains. Des pratiques illégales de la part de sociétés privées chinoises, qui impliquent des responsables locaux, ont également été dénoncées dans deux secteurs : la foresterie et la pêche.

Contexte politique

Le parti au pouvoir, le Front de libération du Mozambique (*Frente de Libertação de Moçambique* - Frelimo), grignote de plus en plus l'espace politique, reléguant le premier parti d'opposition, la Résistance nationale du Mozambique (*Resistência Nacional de Moçambique* - Renamo) à un rôle marginal. En 24 ans de règne du Frelimo, le processus démocratique s'est peu à peu érodé, compliquant les relations du pays avec ses donateurs. Cette concentration du pouvoir est le fruit d'une relation incestueuse entre les sphères politique et économique qui éloigne peu à peu les dirigeants de leur base. Les comportements ostentatoires du président et de l'équipe gouvernementale actuels tranchent cruellement avec l'ampleur de la pauvreté dans les zones rurales du pays.

La déconfiture du Renamo ouvre la voie à un challenger, le Mouvement démocratique du Mozambique (*Movimento Democrático de Moçambique* - MDM) qui, s'il gagne en importance, ne propose pas encore d'alternative politique crédible à court terme. Le gouvernement a promulgué une nouvelle loi électorale selon laquelle chaque parti doit atteindre une proportion minimale des suffrages nationaux pour obtenir des sièges au Parlement. Des élections municipales sont prévues en 2013, les prochaines élections législatives et présidentielle étant quant à elles programmées fin 2014.

Les trois journées d'émeutes de septembre 2010, provoquées par l'augmentation du prix des denrées alimentaires et des services publics, trouvent leur origine profonde dans la dégradation du pouvoir d'achat. Si elles n'ont impliqué qu'une minorité de la population, elles étaient le reflet d'un mécontentement général. La répression policière a été brutale, faisant 18 victimes. Malgré les dispositions prises ensuite par le gouvernement pour subventionner la farine de blé, de nouveaux troubles ne sont pas à exclure si les prix alimentaires continuent de flamber.

Contexte social et développement des ressources humaines

En dépit d'une amélioration régulière des indicateurs sociaux, les Mozambicains restent extrêmement vulnérables. Les urbains, qui représentent environ 30 % de la population, sont exposés aux chocs macroéconomiques internationaux, alors que les ruraux pâtissent des effets du changement climatique qui, en fragilisant les récoltes, menace la sécurité alimentaire. Selon les Nations Unies, le pays ne sera pas en mesure d'atteindre la plupart des OMD. L'engagement du gouvernement à renforcer la sécurité alimentaire ne suffira pas à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici 2015, du fait de l'irrégularité des récoltes et de contraintes structurelles qui freinent la distribution des excédents de production du Nord du pays dans les régions du Centre et du Sud. L'indice 2010 de développement humain classe le Mozambique à la 165^e place sur 169 pays.

La dernière enquête, publiée en septembre 2010, montre que la pauvreté reste élevée malgré la croissance continue du PIB depuis dix ans. Le taux de pauvreté de consommation reste identique à celui du début de l'année 2003, autour de 55 % de la population. Les aléas de la production agricole affectent fortement ces niveaux de pauvreté et la sécurité alimentaire, rendant les résultats obtenus en matière de lutte contre la pauvreté aussi fragiles que réversibles. Les inégalités à Maputo sont sensiblement plus marquées que dans le reste du pays, comme en témoigne un coefficient de Gini de 0.51. Le gouvernement envisage de constituer un fonds spécifique pour lutter contre les forts écarts de pauvreté d'une région à l'autre.

La stratégie de lutte contre la pauvreté mise en œuvre par les autorités met l'accent sur la création d'emplois, l'augmentation de la production agricole et le renforcement du capital humain. Pour autant, le ministère de la Planification n'a pas les moyens administratifs nécessaires pour coordonner les différentes initiatives des ministères d'exécution avec la politique macroéconomique gouvernementale, condition de la réussite de cette stratégie.

Les investissements considérables dont a bénéficié l'enseignement primaire ont porté leurs fruits : le taux net de scolarisation est passé à 92 % en 2010, contre 76.1 % en 2005. Le budget actuel alloue 18 % au fonds commun qui finance la mise en œuvre du plan d'action 2010-13 pour le secteur de l'éducation. L'indice de parité entre les sexes s'est amélioré dans l'enseignement primaire et secondaire, à respectivement 0.94 et 0.90. Pourtant, l'accès au secondaire reste l'un des freins structurels à la croissance : les infrastructures et le personnel actuels sont incapables d'absorber la masse d'enfants qui sortent du primaire. Le gouvernement soutient activement l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) aussi bien pour récupérer les enfants qui échouent aux portes du secondaire que pour fournir une main-d'œuvre qualifiée aux industries manufacturières naissantes du pays. Or, les résultats sont décevants en raison de l'obsolescence et de l'insuffisance du matériel pédagogique ainsi que de la mauvaise image dont souffre l'EFTP dans la population.

Les résultats à l'examen national annuel montrent que la qualité du système éducatif s'est dégradée. La volonté d'augmenter les taux de scolarisation n'est pas allée de pair avec des investissements suffisants en infrastructures, personnels et supports pédagogiques. Le taux d'encadrement s'est amélioré dans le primaire, de 66 élèves pour un enseignant en 2005 à 58 en 2010, mais ce n'est pas le cas dans le secondaire, où il est passé de 32 en 2005 à 34 en 2010. Les autorités comme les donateurs ont bien conscience de la gravité de la situation, mais ils auront du mal à mobiliser des financements supplémentaires. Les donateurs font de l'absence de dialogue ouvert et de transparence l'une des principales raisons de leur abandon progressif des projets d'éducation. Ils soulignent aussi qu'une part significative du budget est gaspillée, du fait de détournements et d'une capacité insuffisante à utiliser l'aide fournie.

Le nombre de dispensaires, d'hôpitaux de campagne et d'hôpitaux généraux progresse régulièrement depuis 2003, ce qui n'empêche pas le Mozambique d'être l'un des pays les moins bien lotis du monde en personnels de santé, avec un ratio d'un médecin pour 30 000 habitants et d'un infirmier pour 3 000. Le paludisme reste la principale cause de mortalité (29 %), suivi de près par le VIH/sida (27 %). La mortalité des nourrissons (avant deux mois) et la santé maternelle restent problématiques. En progrès, le taux de mortalité maternelle reste néanmoins élevé, avec 550 décès pour 100 000 naissances en 2009 (contre 640 en 2005).

D'après la Banque mondiale, le taux national de prévalence du VIH/ssda était de 13 % en 2008, en progression par rapport à 2000 (10 %). Une étude menée en 2010 révèle que la prévalence reste particulièrement forte chez les 15-24 ans. Elle est par ailleurs plus élevée dans le sud du pays, y compris à Maputo, que dans le Nord. Pour le Sud, cela s'explique par la proximité de pays à forte prévalence ; pour le Nord, par son relatif isolement économique. Le plan stratégique national de lutte contre le VIH/sida (NSP) va accroître les efforts de prévention et améliorer le ciblage des groupes jugés à risque, en mettant l'accent sur le comportement social et les pratiques religieuses.

La coordination et l'alignement de l'aide des donateurs pour la lutte contre le VIH/sida s'améliorent, grâce à la forte pression du gouvernement. Près de 45 % des patients nécessitant des traitements antirétroviraux sont

couverts par le NSP et bénéficient d'une prise en charge gratuite dans les centres de santé nationaux. Pour 2011, l'objectif est d'étendre le taux de couverture à 95 % des malades, en améliorant l'accès dans les zones rurales isolées. D'autres difficultés demeurent, comme l'application du NSP dans les districts mais aussi la coordination, le suivi et la transmission de la stratégie nationale.